

DESCRIPTION du PROJET

Intitulé du projet _____

Description du projet :

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : ___/ 20___ (mois, année)

date prévue de fin de projet : ___/ 20___ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES

Veillez indiquer le montant global de votre projet : _____ euros

a) Investissements projetés

(Veillez vous reporter à la notice d'information sur laquelle figure la liste des investissements)

Libellé de l'investissement projeté	Nombre de matériel	Montant Total (HT)
Montant Total		

b) Frais généraux

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
IMMATÉRIEL	DEXEL		
	Diagnostic énergie GES		
	Autres : Etude de conception, maîtrise d'œuvre, publicité		
	Total		

c) dépenses immatérielles

Catégorie	Postes	Montant HT (€)	Nom des entreprises correspondant aux devis
IMMATÉRIEL	Logiciel informatique		

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs	Montant en €	Réservé à l'Administration
Financeurs publics		
Montant de l'aide sollicitée au titre de L'opérations 4.3A	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
Montant des aides sollicitées hors opération 4.3.A	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
Total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
Autofinancement du porteur de projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
Emprunts *) (prévus par le porteur de projet)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
TOTAL général = coût du projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	

*) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non

INDICATEURS

Nombre d'emplois créés Homme (en ETP) :

Nombre d'emplois créés Femme (en ETP) :

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Cocher les cases correspondant à votre demande et vos obligations

Je demande (nous demandons) à bénéficier:

- des aides à la réalisation d'aires de lavage et de remplissage des pulvérisateurs

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
 ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
 avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet (cf notice),
 avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
 l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,
 être à jour de ma redevance émise par l'Agence de l'eau,
 n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé.

le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,

respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D161-2-1-19 du code de la sécurité sociale),

respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),

ne pas avoir déjà atteint le plafond d'assiette éligible au titre de ce type d'opération, avec des demandes antérieures sur la programmation 2015-2020,

être informé(s) que ma(notre) demande d'aide fera l'objet d'une sélection. En fonction des critères de priorités définis régionalement, et/ou par manque de crédits affectés à cette opération, mon(notre) dossier peut ne pas être retenu.

avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet,

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date portée dans l'accusé réception du dossier attestant la complétude du dossier délivré par le service instructeur.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

▪ à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de la notification de la décision de subvention,

▪ à informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,

▪ à respecter les règles de la commande publique, le cas échéant

▪ à me(nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides prévues par le PDR de FC,

▪ à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,

▪ à mettre en place la publicité de l'aide européenne conformément aux dispositions décrites dans la notice d'information de la sous-mesure 4.3, type d'opération 4.3A,

▪ maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides pendant une durée de **cinq ans** à compter du paiement final de l'aide européenne, poursuivre mon(notre) activité agricole au sens de l'article 311.1 du code rural pendant cette période, ou en cas de cession avant les 5 ans, à transmettre ces constructions à un agriculteur qui s'engage à respecter mes(nos) engagements,

▪ à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide,

IMPORTANT :

Je suis informé/ nous sommes informés :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat membre est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.

- les données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2033.

- conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données), je peux accéder aux données me concernant ou demander leur effacement. Je dispose également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON CEDEX ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr.

- pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles je peux contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature(s) du demandeur avec le cachet de la structure

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur ou de projet concerné	A fournir à la DDT au plus tard le dernier jour de l'appel à projets			A transmettre jusqu'à la date de <u>complétude</u> (2)
		Pièce jointe au dépôt du dossier	Pièce déjà fournie au service instructeur (1)	Sans objet	
Exemplaire original de la demande complétée et signé	Tous	<input type="checkbox"/>			
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ⁽¹⁾		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
En cas de travaux, preuve de la propriété ou autorisation du propriétaire		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis détaillés des travaux ou investissements : au moins un devis pour tous les postes au dépôt du dossier et 2 ou 3 devis si projets non prévus dans le référentiel, à la date de complétude (cf. notice)	Porteurs privés	<input type="checkbox"/>			3 ^{ème} devis uniquement <input type="checkbox"/>
Dans le cas d'un porteur soumis au code des marchés publics, devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés du coût des travaux par nature de dépense fourni par le maître d'œuvre préalablement à la consultation	Porteurs publics	<input type="checkbox"/>			
Formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique, daté et signé	Porteurs publics	<input type="checkbox"/>			
Documents comptables : - Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un - Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Porteurs privés Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Avis bancaire (l'avis doit porter sur le plan de financement et fixer le montant minimum de la subvention auquel l'accord de la banque est conditionné)	Tout porteur ayant recours à un prêt (dans le cas d'une société, l'attestation doit concerner la société)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisations ou accords (permis de construire, déclarations ...) pour la réalisation du projet	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation et plan de masse des travaux		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Mandat – Pouvoir ou délégation	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Récépissé de déclaration relatif aux ICPE	Uniquement les projets qui relève de la réglementation ICPE (voir tableau récapitulatif sur la réglementation ICPE applicable aux aires de lavage en annexe)				
K-bis de moins de 6 mois et exemplaire des statuts (1)	Personnes morales privées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Statuts et liste des membres du bureau du CA	Association et fondation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents liés à l'investissement		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Récépissé de déclaration en préfecture ou de la publication au JORF ⁽¹⁾	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Association et Porteurs publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Attestation du pouvoir signataire	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Copie de la carte d'identité	Tous les demandeurs concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire [____/____/____]. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

(2) si ces pièces ne sont pas jointes au dépôt du dossier.

ANNEXE

Réglementation ICPE applicable aux aires de lavage

Porteur du projet	Propriétés des matériels utilisant l'aire	Situation au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) rubrique 2795	Déclaration ICPE à faire	Opération dont relève le projet
Aire de lavage collective réalisée par un porteur non agricole : Structure juridique dédiée (type SARL, association,...) associant plusieurs « AGRICULTEURS » (catégorie de bénéficiaires de l'opération 4.1 E)	Uniquement les matériels appartenant aux agriculteurs associés de la structure juridique qui porte le projet	Non soumis à ICPE 2795	NON	4.3 A
	Accueil de matériels d'autres exploitants non associés à la structure qui porte le projet	Soumis à ICPE 2795	OUI	
Aire de lavage collective (porteur non agricole) associant une CUMA et des « AGRICULTEURS » (catégorie de bénéficiaires de l'opération 4.1 E)	Uniquement les matériels appartenant à la CUMA et aux agriculteurs associés de la structure qui porte le projet	Non soumis à ICPE 2795	NON	4.3 A
	Accueil de matériels autres que ceux appartenant à la CUMA et aux agriculteurs associés de la structure qui porte le projet	Soumis à ICPE 2795	OUI	
Aire de lavage collective portée par une collectivité territoriale, un établissement de coopération type syndicat, une entreprise	Matériels appartenant à des tiers	Soumis à ICPE 2795	OUI	4.3 A